

L’ALECA, analyse de certaines dispositions de l’offre européenne (avril 2016)

L’ALECA continue à faire l’objet de positions divergentes, fondées, dans la plupart des cas, sur une méconnaissance du contenu même du futur accord. Certains s’opposent farouchement à cet accord qui, à leurs yeux, conduirait au naufrage économique; d’autres, le présentent comme une solution sine qua none pour la relance économique de la Tunisie, mais sans donner des arguments percutants permettant d’apaiser les tensions....

Par Bassem Karray

Professeur en droit public

Expert en droit européen et relations euro-méditerranéennes

Université de Sfax, Faculté de Droit.

[Le Rapport](#)

ALECA et services informatiques Opportunité & préalables à un accord réussi

En raison des divergences existant entre les secteurs concernés par l’ALECA, que ce soit en termes de degré d’ouverture du secteur, de la physionomie des acteurs ou encore de risques et menaces encourus par chaque secteur, il est difficile de pouvoir juger de l’opportunité de l’ALECA d’une manière globale. C’est pourquoi Solidar Tunisie a opté pour la réalisation d’une étude spécifique aux secteurs des services informatiques dans le cadre de l’ALECA et a, pour ce faire, consulter les experts du ministère des Technologies de la Communication et de l’Economie

Numérique ainsi que la fédération TIC de l'UTICA.....

Mustapha Mezghani

[Le rapport](#)

La libéralisation des services professionnels et des services aux entreprises dans le cadre de l'ALECA

Les services professionnels et services aux entreprises font partie des services exportés par la Tunisie aux pays de l'Union Européenne et au reste du monde. En effet, les services incluent quatre grandes rubriques qui sont : les voyages, le transport, les opérations gouvernementales et les autres services...

Fatma MARRAKCHI CHARFI
Professeur en Sciences Economiques

[Le rapport](#)

Le secteur des TICs et ALECA :

Etat des lieux vs attentes du secteur

En Tunisie, et conformément à l'évolution de l'économie mondiale, le commerce des services est de plus en plus important dans l'économie et représente une part non négligeable du PIB (43% en 2015) et où la part des technologies de l'information et de communications (TIC) représente environ 6% du PIB en 2014 avec une valeur de 4,5 milliards de Dinars, contre 2,5% en 2002. Toutefois, les exportations de services qui étaient essentielles pour résorber une grande partie du déficit commercial sont de moins en moins performantes aujourd'hui...

Fatma MARRAKCHI CHARFI
Professeur d'Economie

[Le rapport](#)